

AMNESTY INTERNATIONAL

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

AILRC-FR
MDE 11/010/2013
17 avril 2013

FAITS ET CHIFFRES SUR BAHREÏN

Au moins **72 personnes ont été tuées** depuis le début du mouvement de protestation en février 2011.

Selon les groupes bahreïnites de défense des droits humains, **au moins 50 personnes ont été arrêtées** au cours des deux dernières semaines **en raison de leur participation aux émeutes et aux manifestations contre le Grand Prix de Formule 1**.

En raison de ce mouvement de contestation, le **Grand Prix de Formule 1 a été annulé en 2011**. La course a toutefois bien eu lieu l'année dernière. **Salah Abbas Habib Ahmad Mousa**, un manifestant âgé de 36 ans, a été **abattu** par les forces de sécurité lors des manifestations de 2012.

En **juin 2011**, les autorités du pays ont créé la **Commission d'enquête indépendante de Bahreïn**, chargée d'enquêter sur les **violations** commises lors des **troubles de 2011**. Dans le rapport qu'elle a remis en novembre 2011, la Commission concluait que le gouvernement bahreïnite était responsable de violations flagrantes des droits humains. Pourtant, **au moins 26 personnes sont mortes lors de manifestations depuis la publication de ce rapport**.

Dix-sept policiers ont été jugés, ou sont en cours de jugement, dans des affaires liées au mouvement de protestation. Huit d'entre eux ont été acquittés, et six ont été déclarés coupables et condamnés. Un grand nombre d'autres affaires ont été classées sans suites, les autorités affirmant que les accusés avaient agi en légitime défense.

Treize dirigeants de l'opposition, militants et prisonniers d'opinion, actuellement derrière les barreaux, ont été déboutés cette année du dernier recours à leur disposition. Leur condamnation pour terrorisme, à la suite du rôle qu'ils ont joué lors du soulèvement de 2011, a été maintenue.

Selon l'ONG Bahrain Watch, le **gouvernement bahreïnite a récemment dépensé au moins 32 millions de dollars des États-Unis auprès d'agences de relations publiques pour améliorer son image**.

Amnesty International considère **20 personnes comme des prisonniers d'opinion** : 14 sont maintenues en détention depuis leur arrestation en 2011, les autres ont été incarcérées en 2012.

Au moins 80 mineurs sont détenus dans des prisons pour adultes à la suite de leur participation au mouvement de contestation.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations sur l'action d'Amnesty International à Bahreïn et vous entretenir avec des porte-parole, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org ; twitter : [@amnestypress](https://twitter.com/amnestypress).

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.